

47<sup>e</sup> séance

**PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2013**  
*Texte du projet de loi – n° 235*

SECONDE PARTIE

**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES  
 ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TITRE I<sup>ER</sup>

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2013 –  
 CRÉDITS ET DÉCOUVERTS**

**I. – CRÉDITS DES MISSIONS**

**Article 46**

Il est ouvert aux ministres, pour 2013, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de

390 916 117 185 € et de 395 371 039 655 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

**ÉTAT B**

(Article 46 du projet de loi)

Répartition, par mission et programme, des crédits du budget général

**BUDGET GÉNÉRAL**

(En euros)

Mission	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Sécurité</b>	<b>17 548 055 677</b>	<b>17 546 875 454</b>
Police nationale .....	9 566 634 668	9 476 138 930
<i>Dont titre 2</i> .....	<i>8 586 221 052</i>	<i>8 586 221 052</i>
Gendarmerie nationale .....	7 851 675 928	7 940 991 443
<i>Dont titre 2</i> .....	<i>6 761 880 718</i>	<i>6 761 880 718</i>
Sécurité et éducation routières .....	129 745 081	129 745 081
<i>Dont titre 2</i> .....	<i>77 205 368</i>	<i>77 205 368</i>
<b>Sécurité civile</b>	<b>409 097 453</b>	<b>440 265 434</b>
Intervention des services opérationnels .....	271 772 472	278 318 934
<i>Dont titre 2</i> .....	<i>161 322 434</i>	<i>161 322 434</i>
Coordination des moyens de secours .....	137 324 981	161 946 500

## ÉTAT D

(Article 48 du projet de loi)

Répartition, par mission et programme, des crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers

## COMPTE D'AFFECTATION SPÉCIALE

(En euros)

Mission	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	<b>1 417 000 000</b>	<b>1 417 000 000</b>
Radars	211 000 000	211 000 000
Fichier national du permis de conduire	27 678 524	27 678 524
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	32 803 467	32 803 467
Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	682 324 545	682 324 545
Désendettement de l'État	463 193 464	463 193 464

## Annexes

### SAISINE POUR AVIS D'UNE COMMISSION

La commission des affaires économiques a décidé de se saisir pour avis du projet de loi relatif à la création de la banque publique d'investissement (n° 298).

### DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2012, de M. Gilbert Collard, une proposition de loi constitutionnelle prohibant le mariage entre personnes du même sexe.

Cette proposition de loi constitutionnelle, n° 341, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

### ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

*(Conférence des Présidents, deuxième séance et lettre de M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement en date du mardi 6 novembre 2012)*

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra du mardi 6 novembre 2012 au vendredi 30 novembre 2012 inclus a été ainsi fixé :

#### Mardi 6 novembre

après-midi (15 heures)

- Questions au Gouvernement ;

- Fixation de l'ordre du jour ;

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n°s 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Agriculture ; alimentation ; forêt et affaires rurales ; Développement agricole et rural (compte spécial) (suite) ;

\* Sécurité ; sécurité civile ; Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (compte spécial) ;

\* Outre-mer.

soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n°s 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

(compte spécial) (suite) ;

\* Sécurité ; sécurité civile ; Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (compte spécial) ;

\* Outre-mer.

#### Mercredi 7 novembre

matin (9 h 30) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n°s 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Outre-mer (suite).

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Questions au Gouvernement ;

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n°s 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Défense.

#### Jeudi 8 novembre

matin (9 h 30) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n°s 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Enseignement scolaire.

après-midi (15 heures) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Enseignement scolaire (suite) ;

\* Travail et emploi ; Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (compte spécial).

soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Travail et emploi ; Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (compte spécial) (suite).

### Vendredi 9 novembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (missions ayant fait l'objet d'un examen en commission élargie) (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Recherche et enseignement supérieur ;

\* Conseil et contrôle de l'État ; Pouvoirs publics ; Direction de l'action du Gouvernement ; Publications officielles et information administrative (budget annexe) ;

\* Administration générale et territoriale de l'État ;

\* Action extérieure de l'État ;

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Écologie, développement et aménagement durables ; Contrôle et exploitation aériens (budget annexe) ; Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (compte spécial) ; Aides à l'acquisition de véhicules propres (compte spécial) ; Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs (compte spécial).

### Lundi 12 novembre

après-midi (16 heures) et soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (missions ayant fait l'objet d'un examen en commission élargie) (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Égalité des territoires, logement et ville ;

\* Politique des territoires ;

\* Immigration, asile et intégration ;

\* Sport, jeunesse et vie associative ;

\* Aide publique au développement ; Prêts à des États étrangers (compte spécial) ;

\* Culture ;

\* Solidarité, insertion et égalité des chances ;

\* Santé ; Avances aux organismes de sécurité sociale (compte spécial).

### Mardi 13 novembre

matin (9 h 30) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (missions ayant fait l'objet d'un examen en commission élargie) (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Relations avec les collectivités territoriales ; Avances aux collectivités territoriales (compte spécial) ;

\* Économie ; Accords monétaires internationaux (compte spécial) ; Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés (compte spécial) ;

\* Engagements financiers de l'État ; Participations financières de l'État (compte spécial) ; Participation de la France au désendettement de la Grèce (compte spécial) ; Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics (compte spécial) ; Remboursements et dégrèvements ;

\* Gestion des finances publiques et des ressources humaines ; Provisions ; Régimes sociaux et de retraite ; Gestion du patrimoine immobilier de l'État (compte spécial) ; Pensions (compte spécial).

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Questions au Gouvernement ;

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (missions ayant fait l'objet d'un examen en commission élargie) (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Relations avec les collectivités territoriales ; Avances aux collectivités territoriales (compte spécial) (suite) ;

\* Économie ; Accords monétaires internationaux (compte spécial) ; Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés (compte spécial) (suite) ;

\* Engagements financiers de l'État ; Participations financières de l'État (compte spécial) ; Participation de la France au désendettement de la Grèce (compte spécial) ; Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics (compte spécial) ; Remboursements et dégrèvements (suite) ;

\* Gestion des finances publiques et des ressources humaines ; Provisions ; Régimes sociaux et de retraite ; Gestion du patrimoine immobilier de l'État (compte spécial) ; Pensions (compte spécial) (suite).

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Articles non rattachés.

### Mercredi 14 novembre

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Questions au Gouvernement ;

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Articles non rattachés (suite).

### Judi 15 novembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2013 (n<sup>os</sup> 235-251-252-253-254-255-256-257-258) :

\* Articles non rattachés (suite).

- Discussion, sur le rapport de la commission mixte paritaire, du projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (n<sup>o</sup> 334) ;

- Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'abrogation du conseiller territorial (n<sup>o</sup> 57).

### Vendredi 16 novembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'abrogation du conseiller territorial (n<sup>o</sup> 57).

### Lundi 19 novembre

après-midi (16 heures) et soir (21 h 30) :

- *Éventuellement*, discussion, sur le rapport de la commission mixte paritaire, du projet de loi organique relatif à la programmation et à la gouvernance des finances publiques ;

- Discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (n° 73-305) ;

- Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention du travail maritime de l'Organisation internationale du travail (n° 290) ;

- Discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (n° 90) ;

- Discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (n° 307) ;

- Discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 295) ;

- Discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (n° 306).

(Ces six textes faisant l'objet d'une procédure d'examen simplifiée en application de l'article 103)

#### Mardi 20 novembre

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Questions au Gouvernement ;

- Explications de vote et vote par scrutin public sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 2013 (n° 235-251-252-253-254-255-256-257-258) ;

- Explications de vote et vote par scrutin public sur la proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial (n° 57) ;

- *Sous réserve de son dépôt*, discussion du projet de loi relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social.

#### Mercredi 21 novembre

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Questions au Gouvernement ;

- À 16 h 30, réception dans l'hémicycle de M. Giorgio Napolitano, Président de la République italienne ;

- *Sous réserve de son dépôt*, suite de la discussion du projet de loi relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

- *Sous réserve de sa transmission*, discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi relatif à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement.

#### Jeudi 22 novembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Discussion de la proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections (n° 107) ;

- Discussion de la proposition de loi visant à déconnecter le prix du gaz de celui du pétrole pour la fixation des tarifs réglementés du gaz naturel (n° 285) ;

- Discussion de la proposition de loi tendant à prévenir le surendettement (n° 221) ;

- Discussion de la proposition de loi visant à garantir un accès aux soins égal sur l'ensemble du territoire (n° 284) ;

- Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à assurer l'aménagement numérique du territoire (n° 63).

#### Vendredi 23 novembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- *Sous réserve de son dépôt*, suite de la discussion du projet de loi relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

- *Sous réserve de sa transmission*, suite de la discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi relatif à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement.

#### Mardi 27 novembre

matin (9 h 30) :

- Questions orales sans débat.

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Questions au Gouvernement ;

- Discussion de la proposition de résolution européenne sur l'ancrage démocratique du gouvernement économique européen (n° 203-230) ;

- Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme (n° 297).

#### Mercredi 28 novembre

après-midi (15 heures) :

- Questions au Gouvernement ;

- Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme (n° 297) ;

- Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi visant à la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A (n° 250) ;

- Discussion de la proposition de loi visant à permettre aux mutuelles de mettre en place des réseaux de soins (n° 296).

soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme (n° 297) ;

- Suite de la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi visant à la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A (n° 250) ;

- Suite de la discussion de la proposition de loi visant à permettre aux mutuelles de mettre en place des réseaux de soins (n° 296) ;

- Discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi relatif à la création de la banque publique d'investissement (n° 298).

#### Jeudi 29 novembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme (n° 297) ;

- Suite de la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi visant à la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A (n° 250) ;

- Suite de la discussion de la proposition de loi visant à permettre aux mutuelles de mettre en place des réseaux de soins (n° 296) ;

- Suite de la discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi relatif à la création de la banque publique d'investissement (n° 298).

### Vendredi 30 novembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme (n° 297) ;

- Suite de la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi visant à la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A (n° 250) ;

- Suite de la discussion de la proposition de loi visant à permettre aux mutuelles de mettre en place des réseaux de soins (n° 296) ;

- Suite de la discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi relatif à la création de la banque publique d'investissement (n° 298).

### TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

Monsieur le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

### Communication du 6 novembre 2012

15349/12. – Décision du Conseil portant nomination d'un membre britannique du Comité économique et social européen.

COM(2012) 628 final. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2011/92/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

D022276/02. – Règlement (UE) de la Commission modifiant le règlement (CE) no 216/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence européenne de la sécurité aérienne, et abrogeant la directive 91/670/CEE du Conseil, le règlement (CE) no 1592/2002 et la directive 2004/36/CE.

D023358/02. – Règlement de la Commission modifiant les annexes II et III du règlement (CE) no 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de diméthomorphe, d'indoxacarbe, de pyraclostrobine et de trifloxystrobine présents dans ou sur certains produits.

DEC 41/2012. – Virement de crédits no DEC 41/2012 – Section III - Commission - budget général exercice 2012.

DEC 43/2012. – Virement de crédits no DEC 43/2012 - Section III - Commission - budget général exercice 2012.

DEC 44/2012. – Virement de crédits no DEC 44/2012 - Section III - Commission - du budget général 2012.

DEC 45/2012. – Virement de crédits no DEC 45/2012 - Section III - Commission - du budget général 2012.

DEC 46/2012. – Virement de crédits no DEC 46/2012 - Section III - Commission - du budget général 2012.

EUCO 194/12. – Décision du Conseil européen portant nomination d'un membre du directoire de la Banque centrale européenne.





